Union Syndicale
Solidaires
Finistère

2 Rue Amiral Nielly – 29200 BREST
Tél : 02 98 33 14 10 – Fax : 02 98 33 16 96
Mail : sudpttbrest@wanadoo.fr
33 Avenue de la libération – 29000 QUIMPER
Tél : 02 98 95 09 09 – Fax : 02 98 95 28 29
Mail : sudptt29s@wanadoo.fr

Après le premier tour de l'élection présidentielle

Le 1er Mai, soyons offensifs !

Nous sommes à la croisée des chemins, soit nous courbons l'échine devant les politiques d'austérité, les diktats du patronat et des marchés financiers, soit nous passons à l'offensive pour défendre les acquis sociaux, pour en conquérir de nouveaux et imposer une autre répartition des richesses.

La finance internationale, les multinationales et les oligarchies politiques, veulent infliger une défaite majeure aux classes ouvrières du monde, mettre à genoux les populations, pour perpétuer un système capitaliste qui nous mène à la ruine, engendre pauvreté et précarité.

L'explosion des profits financiers des entreprises et des dividendes versés aux actionnaires, la liberté de circulation des capitaux, la fraude fiscale des plus riches, le développement des paradis fiscaux, ont permis le plus grand hold-up des richesses produites par les salarié-es et plongé des millions de personnes dans la misère et le chômage.

La construction libérale de l'Europe doit être défaite et refondée sur des principes de solidarité et de coopération entre les peuples. Il faut en finir avec le dumping fiscal et social, les politiques d'austérité et le déni de démocratie imposé par les traités successifs dont le dernier sur la « règle d'or ».

Les dégâts du Sarkozysme et du MEDEF

Nicolas Sarkozy a choisi d'être le Président des riches et du MEDEF : contre-réformes des impôts sur le revenu et des sociétés, qui favorisent les plus riches et privent de recettes les services publics, allégement de l'impôt sur la fortune, défiscalisation des heures supplémentaires, augmentation de la TVA... Alors que l'impôt sur les sociétés est théoriquement de 33%, les grandes entreprises du CAC 40 sont imposées, dans les faits, à 8 % et les petites entreprises le sont à 28 %. Les niches fiscales représentent 75 milliards d'euros chaque année : ce sont majoritairement les contribuables les plus aisés qui en profitent le plus !

5 millions de chômeurs et chômeuses, 8 millions de personnes sous le seuil de pauvreté : Depuis 2007, c'est 35 % de chômeurs/chômeuses en plus ! Ces derniers sont considérés comme des « fraudeurs qui abusent de l'assistanat » alors même que 60% d'entre eux ne sont pas indemnisés par l'assurance chômage et sont obligés de survivre avec les minima sociaux.

Le projet d'accord « compétitivité/emploi » pour Sarkozy et le MEDEF vise à détruire toutes les garanties collectives du contrat de travail, à nous faire travailler plus pour gagner moins. Nous devrons peser sur les négociations qui reprennent le 16 mai pour empêcher cette régression sociale majeure inacceptable.

Depuis 2007, le gouvernement n'a donné aucun coup de pouce au SMIC, encourageant le patronat à poursuivre sa logique de « modération salariale ». Dans la Fonction publique, la valeur du point est gelée depuis juillet 2010 et la perte de pouvoir d'achat depuis 2007 est de 6 %.

Aucun rattrapage des pensions n'a été mis en œuvre alors que l'indexation des pensions sur les prix a entrainé une perte de pouvoir d'achat des retraités qui se cumule chaque année et représente un retard de 17% en 15 ans sur le salaire moyen.

L'égalité salariale entre les femmes et les hommes devait être réalisée au 31 décembre 2010 selon Nicolas Sarkozy : promesse non tenue comme tant d'autres. L'écart salarial reste de 25 % et au niveau des retraites, la pension moyenne des femmes est inférieure de 40 % à celle des hommes !

Alors même qu'il faudrait des services publics plus nombreux, mieux répartis sur tout le territoire et les quartiers populaires, répondant mieux aux besoins de l'ensemble de la population, 150 000 emplois ont été supprimés en 5 ans, dans la Fonction publique d'Etat, avec le non renouvellement d'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite. La Fonction publique hospitalière et la Fonction publique territoriale ne sont pas mieux loties.

La remise en cause de la retraite à 60 ans en 2010, le recul à 62 ans de l'âge de départ et à 67 ans de l'âge annulant la décote, l'allongement du nombre d'annuités nécessaires s'inscrivent dans un vaste démantèlement de notre système de protection sociale. L'accès à la santé est remis en cause, la prise en charge de l'aide à la perte d'autonomie qui devait être un grand chantier a été remise à plus tard.

Nous avons assisté à la mise en place d'une politique xénophobe et raciste au plus haut niveau de l'État. Elle s'inscrit parfaitement dans la même logique que celle du Front National qui demeure le pire ennemi des salarié-es des chômeurs/ chômeuses, des précaires et des retraité-es.

Le 1er Mai et après, sans lutte, rien ne nous sera donné !

Dans les semaines et les mois à venir, nous devrons construire des mobilisations fortes et faire converger les luttes pour imposer nos revendications face au patronat et à la dictature de la finance, et refuser de continuer à payer cette crise dont nous ne sommes pas responsables.

Le 1er mai 2012 revêt une importance particulière puisque cette journée se situe entre les deux tours de l'élection. Le front national veut en faire une démonstration de force. Nicolas Sarkozy, de façon très provocatrice annonce, lui, un rassemblement ce jour là pour la « fête du vrai travail » : ne laissons pas dénaturer par ces gens là cette journée de mobilisation et de solidarité internationale des travailleuses et travailleurs !

l'Union syndicale SOLIDAIRES 29, la CGT, la FSU et l'UNSA appellent tous les salarié-es, demandeurs d'emploi et retraité-es du département à participer massivement aux *rassemblements qui se dérouleront à 10h30 à :*

BREST - QUIMPER (place St Mathieu) - MORLAIX - QUIMPERLE - CARHAIX CHATEAULIN – ROSPORDEN – PONT L'ABBE

Communiqué CFDT - CGT - FSU - Solidaires - UNSA

1er mai 2012 : satisfaire les revendications pour le progrès social

*Dans cette période de crise en France et en Europe, les organisations syndicales **CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA** affirment leur volonté de faire du 1er mai 2012, journée de solidarité internationale du monde du travail, une forte journée de mobilisation, de manifestations et d'expressions revendicatives pour :*

- faire entendre les priorités sociales et les préoccupations des salariés, des demandeurs d'emploi, des jeunes et des retraités, en France et en Europe ;

- exprimer la défense des droits fondamentaux et des libertés partout dans le monde ;

- faire reculer la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme.

Dans beaucoup de pays européens, les populations subissent des politiques d'austérité et des réformes réduisant les droits des travailleurs et leur protection sociale.

La crise ne peut être le prétexte pour remettre en cause nos systèmes sociaux. Il faut une véritable politique de croissance, prenant en compte les enjeux écologiques, qui passe par l'amélioration du pouvoir d'achat et la création d'emplois.

La pression sur les salaires et l'assouplissement des règles de licenciement ne peuvent que fragiliser la croissance économique.

S'il y a un manque de compétitivité des entreprises, elle est notamment due à la rémunération excessive du capital au détriment de l'investissement dans l'emploi, la formation, la recherche et l'innovation.

En ce 1er mai, nous voulons faire écho aux revendications portées par les salariés dans cette période de crise :

- priorité à l'emploi, en particulier des jeunes, alors que le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter depuis de longs mois et que les restructurations, les licenciements et les fermetures d'entreprises sont le quotidien de nombreux salariés,

- lutte contre la précarité qui touche un nombre croissant de salariés, en particulier jeunes et femmes, et provoque des situations de pauvreté intolérables ;

- la promotion des salaires et du pouvoir d'achat doit être une priorité. Il n'y a aucune raison de laisser les inégalités salariales perdurer, notamment entre les femmes et les hommes.

Nous réaffirmons avec le syndicalisme européen notre opposition à ces politiques et au nouveau traité qui, en faisant l'impasse sur la croissance, ne fera que renforcer l'austérité et la crise.

Nous voulons dans les mobilisations du 1er mai réaffirmer le besoin d'une Europe solidaire affirmant sa dimension sociale, ce qui impose de :

- développer les droits des salariés et assurer des services publics de qualité,

- mettre un terme à la concurrence sociale et fiscale entre pays de l'Union européenne qui tire les garanties des travailleurs vers le bas. Il faut une autre répartition des richesses et mettre un terme à la spéculation financière,

- faire respecter la place et le rôle de la démocratie sociale, de la négociation collective et du dialogue social.

***La CFDT, la CGT, la FSU, Solidaires et l'UNSA** appellent leurs organisations à se rencontrer dans les territoires pour déterminer les modalités concrètes d'organisation des initiatives et manifestations du 1er mai sur ces objectifs.*